


Une crise climatique catastrophique se produit chaque semaine prévient l'ONU - 07/07/2019

 JEAN-MARC JANCOVICI · DIMANCHE 7 JUILLET 2019

Traduction de l'article du Guardian du 7 juillet 2019 :

<https://www.theguardian.com/environment/2019/jul/07/one-climate-crisis-disaster-happening-every-week-un-warns>

Les pays en développement doivent se préparer maintenant à un impact profond.

Les catastrophes dues aux crises climatiques se produisent à raison d'une par semaine, bien que la plupart n'attirent guère l'attention de la communauté internationale et qu'il soit urgent de préparer les pays en développement à en subir les conséquences profondes, a averti l'ONU.

Des catastrophes comme les cyclones Idai et Kenneth au Mozambique et la sécheresse qui frappe l'Inde font la une des journaux du monde entier. Mais un grand nombre d'"événements de moindre impact" qui causent des morts, des déplacements et des souffrances se produisent beaucoup plus rapidement que prévu, a déclaré Mami Mizutori, la représentante spéciale du secrétaire général de l'ONU pour la réduction des risques de catastrophe. "Il ne s'agit pas de l'avenir, mais d'aujourd'hui."

Cela signifie que l'adaptation à la crise climatique ne peut plus être considérée comme un problème à long terme, mais comme un problème qui nécessite des investissements maintenant, a-t-elle dit. "Les gens doivent parler davantage d'adaptation et de résilience."

Selon les estimations, le coût des catastrophes liées au climat s'élèverait à 520 milliards de dollars par an, alors que le coût supplémentaire de la construction d'infrastructures résistantes aux effets du chauffage mondial n'est que d'environ 3 %, soit 2,7 milliards de dollars au total pour les 20 prochaines années.

Mizutori a dit : "Ce n'est pas beaucoup d'argent[dans le contexte des dépenses d'infrastructure], mais les investisseurs n'en ont pas fait assez. La résilience doit devenir une marchandise que les gens vont payer." Cela signifierait normaliser les normes pour les nouvelles infrastructures, telles que les logements, les réseaux routiers et ferroviaires, les usines, les réseaux d'approvisionnement en électricité et en eau, afin qu'elles soient moins vulnérables aux effets des inondations, des sécheresses, des tempêtes et des phénomènes météorologiques extrêmes.

Jusqu'à présent, les travaux sur la crise climatique se sont surtout concentrés sur l'"atténuation" - le jargon de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, à ne pas confondre avec celui de l'atténuation des effets de la crise climatique. La question de l'adaptation à ses effets a pris une lointaine seconde place, en partie parce que les militants et les scientifiques craignaient pendant des années que les gens n'acquiescent à une fausse complaisance, que nous n'ayons pas besoin de réduire les émissions car nous pourrions nous adapter aux effets, et aussi parce que si la réduction des émissions pouvait être clairement mesurée, la question de l'adaptation ou de la résilience était difficile à cerner.

Mizutori a dit que le temps pour de tels arguments était écoulé. "Nous parlons d'une urgence climatique et d'une crise climatique, mais si nous ne pouvons pas faire face à cette [question de l'adaptation aux effets], nous ne survivrons pas ", a-t-elle déclaré au Guardian. "Nous devons examiner les risques de ne pas investir dans la résilience."

Un grand nombre de catastrophes à faible impact pourraient être évitées si les populations étaient prévenues rapidement en cas de phénomènes météorologiques violents, si elles disposaient de meilleures infrastructures telles que des ouvrages de protection contre les inondations ou d'un accès à l'eau en cas de sécheresse, et si les gouvernements étaient mieux informés des zones les plus vulnérables.

Ce problème ne se limite pas non plus au monde en développement, a-t-elle dit, comme l'ont montré les récents incendies de forêt aux États-Unis et la dernière vague de chaleur en Europe. Les pays riches sont également confrontés au défi d'adapter leurs infrastructures et les moyens de protéger les populations contre les catastrophes.

Les " solutions fondées sur la nature ", telles que les mangroves, les forêts et les zones humides qui pourraient constituer des barrières naturelles aux inondations, devraient être une priorité, a déclaré Mizutori. Un autre problème clé est de savoir comment protéger les habitants des quartiers informels, ou bidonvilles, qui sont plus vulnérables que les villes prévues. Les personnes les plus vulnérables sont les pauvres, les femmes, les enfants, les personnes âgées, les handicapés et les personnes déplacées, et nombre d'entre elles vivent dans des établissements informels sans accès aux services de base.

Les règlements sur les normes de construction doivent également être mis à jour pour faire face à la crise climatique et être correctement appliqués, a-t-elle dit. L'un des problèmes de gouvernance cités par Mizutori était que si la responsabilité de la crise climatique et des émissions de gaz à effet de serre incombait généralement à un ministère, comme le ministère de l'économie, de l'environnement ou de l'énergie, la responsabilité des infrastructures et de la protection de la population était assumée ailleurs au gouvernement.

"Nous devons adopter une vision plus holistique des risques, a-t-elle dit.

ALORS QUE LA CRISE S'INTENSIFIE...

... dans notre monde naturel, nous refusons de nous détourner de la catastrophe climatique et de l'extinction des espèces. Pour le Guardian, le reportage sur l'environnement est une priorité. Nous donnons aux reportages sur le climat, la nature et la pollution l'importance qu'ils méritent, des histoires qui souvent ne sont pas rapportées par les autres médias. En cette période charnière pour notre espèce et notre planète, nous sommes déterminés à informer nos lecteurs des menaces, des conséquences et des solutions fondées sur des faits scientifiques, et non sur des préjugés politiques ou des intérêts commerciaux.

Plus de gens que jamais lisent et appuient le journalisme d'enquête indépendant du Guardian. Et contrairement à de nombreux organes d'information, nous avons choisi une approche qui nous permet de garder notre journalisme accessible à tous, quel que soit l'endroit où ils vivent ou ce qu'ils peuvent se permettre. Mais nous avons besoin de votre soutien continu pour continuer à travailler comme nous le faisons.

Le Guardian se penchera sur les questions les plus critiques de notre époque - de l'escalade de la catastrophe climatique à l'inégalité généralisée en passant par l'influence des grandes technologies. À une époque où l'information factuelle est une nécessité, nous croyons que chacun d'entre nous, partout dans le monde, mérite d'avoir accès à des rapports précis et intègres.

Notre indépendance éditoriale nous permet d'établir notre propre agenda et d'exprimer nos propres opinions. Le journalisme de gardiennage est exempt de préjugés commerciaux et politiques et n'est pas influencé par des propriétaires ou actionnaires milliardaires. Cela signifie que nous pouvons donner une voix à ceux qui sont moins entendus, explorer où d'autres se détournent et défier avec rigueur ceux qui sont au pouvoir.

Nous avons besoin de votre soutien pour continuer à fournir un journalisme de qualité, pour maintenir notre ouverture et pour protéger notre précieuse indépendance. Chaque contribution, petite ou grande, est si précieuse.

Photo : dégâts causés par le cyclone Kenneth dans un village au nord de Pemba, au Mozambique, en mai. Photograph: Mike Hutchings/Reuters

(publié par Joëlle Leconte)

Vous, Loïc Steffan, Christophe Achte et 69 autres personnes

23 commentaires 82 partages

[J'aime](#)

[Commenter](#)

[Partager](#)

[Enregistrer](#)

Les plus pertinents



Votre commentaire...



Jean-Marc Hauth Les continents ont de plus en plus soif alors arrêter de parler de crise climatique et de pomper les nappes phréatiques .

[J'aime](#) · [Répondre](#) · 18 h

[1 réponse](#)



Gilles Débat A quoi sert ce catastrophisme de l'ONU? Car a priori les investissements n'arriveront jamais pour atténuer cette hausse de températures? Toute cette propagande vient à point nommé pour nous faire accepter des mesures très pénalisantes et éventuellement très chères. Alors que il suffirait de partager et ne plus accepter ces écarts de richesses insupportable.

[J'aime](#) · [Répondre](#) · 8 h



Frédéric User Ces histoires de normes, dans l'habitat, ça commence à bien faire. Sous prétexte de protection des consommateurs, les normes sont décidées dans de grands bureaux, avec de grands messieurs, qui sont les cibles idéales des grands lobbys du bâtiment (quan... [Voir plus](#)

[J'aime](#) · [Répondre](#) · 16 h

[4 réponses](#)



Sebastien Bequignon "La résilience doit devenir une marchandise que les gens vont payer."
Traduction >> Les gens vont devoir payer pour survivre cool

[J'aime](#) · [Répondre](#) · 15 h

[1 réponse](#)



Super fan

Amédée Deux Rouleaux Que L'ONU arrête de "prevenir", son job c'est d'agir

[J'aime](#) · [Répondre](#) · 18 h

[8 réponses](#)



Frédéric User "Normaliser les normes" ???

[J'aime](#) · [Répondre](#) · 16 h



Claude Graindorge ONU ...
Et les armes de destruction massive, Mr. Powell ?

[J'aime](#) · [Répondre](#) · 18 h

